



Council of the European Union
General Secretariat

Brussels, 22 October 2024

WK 12596/2024 ADD 2

LIMITE

ENV
CLIMA
AGRI
FORETS
ENER
TRANS
CODEC

This is a paper intended for a specific community of recipients. Handling and further distribution are under the sole responsibility of community members.

CONTRIBUTION

From:	General Secretariat of the Council
To:	Working Party on the Environment
N° Cion doc.:	14265/22 + ADD 1
Subject:	Priority Substances in Water: Follow-up to the WPE on 3 September 2024 – Comments from a delegation

Following the call for comments (WK 10993/24 INIT) on the above, delegations will find attached comments by France.

Objet : Proposition de révision du paquet eau - Commentaires écrits des autorités françaises sur les propositions d'amendements proposées par le Parlement européen sur la proposition de révision du Paquet eau relatif à la directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et ses deux directives filles

Les autorités françaises remercient la Présidence pour l'organisation de l'échange sur les propositions d'amendements du Parlement européen sur le projet de révision de la directive cadre sur l'eau et de ses directives filles lors de la réunion du groupe de travail Environnement du Conseil du 3 septembre 2024. Elles souhaitent faire part des commentaires suivants afin de contribuer à la préparation des réunions de négociations dans le cadre des trilogues à venir.

Un résumé de la position des autorités françaises sur les points les plus importants est présenté ci-dessous, ainsi que le tableau détaillé par amendement en annexe de cette note.

1. Sujets transversaux

Sur les calendriers et les procédures de révision de la liste des substances : en cohérence avec le mandat du COREPER, les autorités françaises **soutiennent l'amendement n°118 et la partie de l'amendement n°97 qui proposent de recourir à la procédure législative ordinaire pour la modification des substances listées aux annexes I des directives 2006/118/EC et 2008/105/EC**. Concernant la seconde partie de l'amendement n°97 qui prévoit le recours au pouvoir d'adoption des actes délégués conféré à la Commission pour réviser l'annexe IIB de la directive 2006/118/EC, elles sont ouvertes aux négociations et porteront une attention particulière à l'association des États membres au processus.

Sur les délais de transposition : les autorités françaises **s'opposent fermement à la réduction du délai de transposition à 6 mois pour les nouvelles substances** listées à l'annexe I proposé par l'amendement n°142. Ce délai n'est pas réalisable d'un point de vue opérationnel et technique, en particulier concernant les PFAS. Elles souhaitent revenir à la rédaction validée par le COREPER.

Concernant les amendements relatifs à l'introduction d'un mécanisme à responsabilité élargie des producteurs (amendements 51, 53, 94, 95, 132 et 133), les autorités françaises ne se prononcent pas à ce stade sur l'opportunité de ce mécanisme. Dans le cadre des négociations, nous demandons que les Etats Membres soient associées à l'élaboration du cahier des charges de l'étude d'impact de la Commission et que soient étudiés en détail les impacts de la mise en place de ce dispositif, notamment financiers, pour les entreprises concernées. Cela afin que la proposition législative ultérieure, visant la mise en place éventuelle d'un tel mécanisme soit prise en connaissance de cause, sur la base de données économiques et financières solides et de constats partagés entre les Etats membres. Dans ce cadre, une attention particulière devra être portée aux modalités pratiques de mise en œuvre de ce dispositif en vue de limiter sa complexité pour éviter une surcharge administrative pour les autorités concernées.

2. Article 1 : directive 2000/60/EC (DCE) et ses annexes

Sur la surveillance et le rapportage : les autorités françaises rappellent leur **opposition au rapportage annuel des données**, y compris des données de surveillance, comme proposé par l'amendement n°66. Elles rappellent qu'elles s'étaient opposées à une modification de cette disposition initialement, et souhaitent le retour au compromis validé par le COREPER, à savoir une mise à disposition des données de surveillance tous les 3 ans.

Dans l'objectif de réduire la charge administrative liée au rapportage, et dans une logique de simplification, elles **s'opposent également fermement aux amendements n°74 et 76 qui réintroduisent un rapportage intermédiaire du programme de mesures**, et souhaitent revenir à la proposition initiale de la Commission soutenue par le COREPER qui supprime ce rapportage.

3. Sujets communs aux articles 2 (directive 2006/118/EC) et 3 (directive 2008/105/EC)

Sur la liste de surveillance : les autorités françaises **soutiennent les amendements n°85, 87, 126 et 128 qui introduisent un minimum de 5 substances à inscrire sur la liste de surveillance, et des indicateurs de pollution**, définis sur la base du rapport scientifique produit par l'ECHA, ce qui permettra une surveillance renforcée des polluants émergents.

Les autorités françaises considèrent comme **non recevable l'introduction d'un délai contraignant de 18 mois pour l'identification d'une méthode de surveillance des micro-plastiques proposée par les amendements n°86 et 127**, en raison du temps nécessaire pour le développement de telles techniques. Elles **s'opposent également aux amendements n°90 et 130, considérant qu'une telle évaluation de l'impact des activités industrielles en lien avec la transition écologique** sur la qualité des eaux relève d'avantage d'un sujet à traiter par la Commission à l'échelle de l'Union.

Sur les PFAS : sur les amendements n°101 et 120, les autorités françaises soutiennent la publication, par la Commission, du guide technique pour accompagner l'analyse du paramètre PFAS total. **Elles s'opposent toutefois au pouvoir donné à la Commission d'adopter les valeurs seuils de ce paramètre par actes délégués proposé par les amendements 145 et 153**, et proposent de s'en tenir à la rédaction validée par le COREPER.

4. Article 2 : directive 2006/118/EC (eaux souterraines) et ses annexes

D'une manière générale, les autorités françaises considèrent comme **irrecevables tous les amendements visant à introduire des critères de bon état écologique des eaux souterraines** (amendements n°80 et 92). Les connaissances scientifiques et techniques sont encore largement insuffisantes, et ce sujet doit faire l'objet de recherche et de développement pendant encore plusieurs années.

Les autorités françaises s'opposent à **l'amendement n°81 proposant de fixer les normes de qualité environnementales (NQE) des substances en eaux souterraines à des valeurs 10 fois inférieures à celle des eaux de surface**. En effet certaines normes de qualité environnementales pour les eaux de surface sont déjà très basses et proches de la limite de quantification, la surveillance à des valeurs seuil 10 fois plus basse que celles-ci n'est pas réalisable techniquement pour de nombreuses substances.

Sur les produits pharmaceutiques : les autorités françaises considèrent comme **non recevables les amendements n°146 et 147, qui divisent par 10 les seuils proposés par la Commission pour la carbamazépine et le total des produits pharmaceutiques en annexe I**. Ces valeurs n'ayant pas de fondement scientifique, elles proposent de revenir à la rédaction proposée par la Commission, qui constitue un compromis acceptable.

Sur les pesticides : les autorités françaises souhaitent également que les amendements n°144 et 148 soient rejetés, puisque **le durcissement des seuils proposés par la Commission pour les substances actives de pesticides (divisé par deux), et les métabolites de pesticides non pertinents n'est pas fondé scientifiquement.**

5. Article 3 (directive 2008/105/EC) et ses annexes

Sur les produits pharmaceutiques : les autorités françaises soutiennent **une meilleure prise en compte des substances pharmaceutiques dans l'évaluation de l'état chimique des eaux de surface.** Elles sont donc ouvertes aux discussions concernant l'amendement n°154.

Sur les polluants spécifiques à un bassin hydrographique : les autorités françaises soutiennent partiellement **l'amendement n°121 qui prévoit la publication par la Commission d'ici 2 ans d'un guide précisant les méthodes de surveillance des bisphénols.** Cependant elles estiment **non recevable le pouvoir donné à la Commission pour inscrire les seuils par actes délégués** proposés dans la deuxième partie de l'amendement 121 et dans l'amendement 152.

Sur la surveillance basée sur les effets : les autorités françaises **soutiennent partiellement l'amendement n°125 qui prévoit un rapport sur la fiabilité de la nouvelle méthode de surveillance basée sur les effets,** mais demande que l'adoption de de cette méthode fasse plutôt l'objet d'un **acte d'exécution** qui permettra une concertation avec les Etats-membres.

Annexe : tableau détaillant la position de la France par amendement

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
1	Recital new -1	Neutral	
2	Recital new -1a	Neutral	
3	Recital 1	Neutral	
4	Recital new 1a	Neutral	
5	Recital new 1b	Neutral	
6	Recital new 1c	Neutral	
7	Recital new 1d	Neutral	
8	Recital new 1e	Neutral	
9	Recital new 1d	Neutral	
10	Recital new 1g	Neutral	
11	Recital new 1h	Not support	
12	Recital new 1i	Neutral	
13	Recital new 1j	Not support	
14	Recital new 1k	Not support	
15	Recital new 2a	Not support	
16	Recital new 3a	Neutral	
17	Recital new 3b	Neutral	
18	Recital 4	Not support	La France s'oppose à cet amendement qui impose d'établir des normes de qualité environnementales pour l'annexe II B. La France souhaite rester sur la rédaction initialement proposée par la Commission
19	Recital 4a	Support	La France interrogera la Présidence et la Commission sur l'amendement n°19, qui indique explicitement au sein de la directive le délai de 20 ans après lequel les substances prioritaires dangereuses ne doivent plus faire l'objet d'émission. En considérant qu'il s'agit ici d'une précision rédactionnelle visant à retirer toute date d'échéance chiffrée, elle considérera cet amendement comme recevable.
20	Recital 5	Neutral	
21	Recital 7	Neutral	
22	Recital new 7a	Support	
23	Recital new 7b	Neutral	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
24	Recital 8	Not support	
25	Recital new 8a	Scrutiny reservation	
26	Recital new 8b	Scrutiny reservation	
27	Recital new 8c	Scrutiny reservation	
28	Recital new 8d	Scrutiny reservation	
29	Recital new 8d	Partially support	La France peut accepter en partie cet amendement à condition que la mention "In line with advice from EMA, as a result of this vulnerability, the threshold values applicable to groundwater should normally be 10 times lower than the corresponding threshold values for surface waters." soit supprimée. En effet certaines NQE sont déjà très basses et proches de la limite de quantification. La surveillance à des valeurs seuil 10 fois plus basse que ces NQE par principe n'est pas possible techniquement. De plus, l'appréciation dépendra de chaque substance, et les connaissances actuelles ne permettent pas de garantir qu'une dérogation substance par substance sera possible. Elle proposera que ces considérations soient renvoyées à un guide technique
30	Recital new 9a	Neutral	
31	Recital 10	Neutral	
32	Recital new 10a	Neutral	
33	Recital new 10b	Support	
34	Recital new 10c	Neutral	
35	Recital 11	Partially support	
36	Recital new 11a	Neutral	
37	Recital 12	Neutral	
38	Recital new 12a	Support	
39	Recital new 13a	Not support	
40	Recital new 13b	Neutral	
41	Recital 15	Not support	La France s'oppose à cet amendement qui impose d'établir des normes de qualité environnementales pour l'annexe II B. La France souhaite rester sur la rédaction initialement proposée par la Commission
42	Recital new 20a	Scrutiny reservation	
43	Recital 21	Neutral	
44	Recital 23	Not support	La France s'oppose à l'amendement du Parlement et souhaite revenir au mandat du COREPER qui vise à ne pas rapporter deux fois les mêmes données dans

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
			une logique de réduction de la surcharge administrative
45	Recital 31	Neutral	
46	Recital 31new	Not support	La France s'oppose à cet amendement en raison de la charge de travail que cela impliquerait pour les Etats Membres alors qu'il s'agit d'une question qui devrait être portée à l'échelle européenne. La France pourrait soutenir l'amendement seulement si cette évaluation était réalisée par la Commission européenne .
47	Recital 31b new	Scrutiny reservation	
48	Recital 31c new	Scrutiny reservation	
49	Recital 32	Neutral	
50	Recital 32a new	Support	
51	Recital 32b new	Neutral	La France s'oppose à cet amendement. Les autorités françaises souhaitent que le cahier des charges de l'étude d'impact de la Commission sur la mise en place d'une responsabilité élargie des producteurs soit élaboré en accord avec les Etats Membres.
52	Recital 32c new	Partially support	La France ne se prononce pas sur la mise en place d'un mécanisme de surveillance conjoint.
53	Recital 32d new	Neutral	
54	Recital 34a new	Neutral	
55	Recital 34b new	Neutral	
Directive 2000/60/EC			
56	Article 1 paragraph 1 point 1 introductory part	Neutral	
57	Article 1 paragraph 1 point 2 point c	Support	
58	Article 1 paragraph 1 point 2 d)	Support	
59	Article 1 paragraph 1 point 2 d) a) new	Support	
60	Article 1 paragraph 1 point 2 d) b) new	Neutral	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
61	Article 1 paragraph 1 point 3	Neutral	
62	Article 1 paragraph 1 point 4 point 1	Support	
63	Article 1 paragraph 1 point 4 point ba	Scrutiny reservation	
64	Article 1 paragraph 1 point 6 point a	Not support	La France souhaite conserver la rédaction du mandat du COREPER pour cet article, en particulier sur l'utilisation d'actes d'exécution et non d'acte délégué.
65	Article 1 paragraph 1 point 6 point a) a) new	Scrutiny reservation	Les autorités françaises réitèrent leurs réserves, en l'absence de précision quant au fonctionnement et au financement d'un tel dispositif
66	Article 1 paragraph 1 point 6 b)	Not support	La France rappelle son opposition au rapportage annuel des données brutes et souhaite revenir au compromis trouvé dans le mandat du COREPER, c'est-à-dire un rapportage des données brutes tous les 3 ans
67	Article 1 paragraph 1 point 7 a new	Support	La France soutient le fait de prioriser les mesures de réduction des pollutions à la source.
68	Article 1 paragraph 1 point 7 b) new	Support	
69	Article 1 paragraph 1 point 8 a new	Support	
70	Article 1 paragraph 1 point 9	Support	
71	Article 1 paragraph 1 point 9	Not support	La France demandera le retour à la rédaction validée par le COREPER (3 mois) qui offre davantage de garanties de faisabilité.
72	Article 1 paragraph 1 point 9 a	Neutral	
73	Article 1 paragraph 1 point 9 a new	Neutral	
74	Article 1 paragraph 1 point 10	Not support	Dans l'objectif de réduire la charge administrative liée au rapportage, La France s'oppose aux amendements qui réintroduisent un rapportage intermédiaire du programme de mesures, et souhaitera revenir à la rédaction validée par le COREPER et présent dans la proposition initiale de la Commission.

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
75	Article 1 paragraph 1 point 10 a new	Not support	Dans l'objectif de réduire la charge administrative liée au rapportage, la France s'oppose aux amendements qui réintroduisent un rapportage intermédiaire du programme de mesures, et souhaitera revenir à la rédaction validée par le COREPER et présent dans la proposition initiale de la Commission.
76	Article 1 paragraph 1 point 12 point b	Not support	Dans l'objectif de réduire la charge administrative liée au rapportage, La France s'oppose aux amendements qui réintroduisent un rapportage intermédiaire du programme de mesures, et souhaitera revenir à la rédaction validée par le COREPER et présent dans la proposition initiale de la Commission.
77	Article 1 paragraph 1 point 18a new	Neutral	
78	Article 1 paragraph 1 point 20	Neutral	
Directive 2006/118/EC			
79	Article 2 paragraph 1 point 2	Support	
80	Article 2 paragraph 1 point 2	Not support	La technique est non mature scientifiquement, devrait plutôt faire l'objet de recherches scientifiques
81	Article 2 paragraph 1 point 4 point a) a) new	Not support	La France considèrera l'amendement n°81 proposant de fixer les NQE des substances en eaux souterraines à des valeurs 10 fois inférieures à cette des eaux de surface comme irrecevable, car certaines NQE sont déjà très basses et proches de la limite de quantification. La surveillance à des valeurs seuil 10 fois plus basse que ces NQE par principe n'est pas possible techniquement. De plus, l'appréciation dépendra de chaque substance, et les connaissances actuelles ne permettent pas de garantir qu'une dérogation substance par substance sera possible. Elle proposera que ces considérations soient renvoyées à un guide technique
82	Article 2 paragraph 1 point 4 point c)	Choose an option ↓	
83	Article 2 paragraph 1 point 4 point d)	Choose an option ↓	
84	Article 2 paragraph 1 point 4 a new	Choose an option ↓	
85	Article 2 paragraph 1 point 6	Support	La France soutiendra les amendements n°85 et 87, qui introduisent un minimum de 5 substances à inscrire sur la liste de surveillance, et des indicateurs

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
			de pollution, définis sur la base du rapport scientifique produit par l'ECHA, ce qui permettra une surveillance renforcée des polluants émergeants.
86	Article 2 paragraph 1 point 6	Partially support	La France considèrera également comme non recevable les parties de l'amendement n°86 qui introduisent un délai contraignant de 18 mois pour l'identification d'une méthode de surveillance des microplastiques, en raison du temps nécessaire pour le développement de telles techniques. Elle n'est cependant pas opposée au fait de considérer les sulfates dans la liste de vigilance
87	Article 2 paragraph 1 point 6	Support	La France soutiendra les amendements n°85 et 87, qui introduisent un minimum de 5 substances à inscrire sur la liste de surveillance, et des indicateurs de pollution, définis sur la base du rapport scientifique produit par l'ECHA, ce qui permettra une surveillance renforcée des polluants émergeants.
88	Article 2 paragraph 1 point 6	Neutral	
89	Article 2 paragraph 1 point 6	Support	La France trouve cet amendement intéressant pour une mise à jour plus dynamique de la liste de vigilance. En particulier dans le cas ou des polluants émergeants, comme c'est le cas pour les PFAS par exemple.
90	Article 2 paragraph 1 point 6	Not support	La France s'oppose à cet amendement en raison de la charge de travail que cela impliquerait pour les Etats Membres alors qu'il s'agit d'une question qui devrait être portée à l'échelle européenne. La France pourrait soutenir l'amendement seulement si cette évaluation était réalisée par la Commission européenne .
91	Article 2 paragraph 1 point 6	Neutral	
92	Article 2 paragraph 1 point 6 a new	Not support	La technique n'est pas mature scientifiquement, devrait plutôt faire l'objet de recherches scientifiques
93	Article 2 paragraph 1 point 6 b) new	Not support	La technique n'est pas mature scientifiquement, devrait plutôt faire l'objet de recherches scientifiques
94	Article 2 paragraph 1 point 6 c) new	Neutral	Les autorités françaises souhaitent que le cahier des charges de l'étude d'impact de la Commission sur la mise en place d'une responsabilité élargie des producteurs soit élaboré en accord avec les Etats Membres.
95	Article 2 paragraph 1 point 6 d) new	Neutral	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
96	Article 2 paragraph 1 point 7	Neutral	
97	Article 2 paragraph 1 point 7	Partially support	La France soutiendra la partie de l'amendements proposant le recours à la procédure législative pour la modification des substances listées aux annexes I des directives 2006/118/EC et 2008/105/EC, qui est cohérent avec le mandat du COREPER. Elle est ouverte aux négociations concernant le recours au pouvoir d'adoption des actes délégués conféré à la Commission à l'annexe IIB de la directive 2006/118/EC, tel que proposé par l'amendement n°97.
98	Article 2 paragraph 1 point 7	Support	
99	Article 2 paragraph 1 point 7	Choose an option ↓	
100	Article 2 paragraph 1 point 7	Choose an option ↓	
101	Article 2 paragraph 1 point 7	Support	
102	Article 2 paragraph 1 point 7	Choose an option ↓	
103	Article 2 paragraph 1 point 8	Neutral	
104	Article 2 paragraph 1 point 8	Neutral	
105	Article 2 paragraph 1 point 8	Support	
106	Article 2 paragraph 1 point 8	Choose an option ↓	
107	Article 2 paragraph 1 point 14	Choose an option ↓	
Directive 2008/105/EC			
108	Article 3 paragraph 1 point 1a new	Neutral	
109	Article 3 paragraph 1 point 3 point a	Not support	La France s'oppose à l'amendement du Parlement et souhaite revenir au mandat du COREPER qui vise à ne pas rapporter deux fois les mêmes données dans une logique de réduction de la surcharge administrative
110	Article 3 paragraph 1	Scrutiny reservation	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
	point 3 point a		
111	Article 3 paragraph 1 point 3 point a	Not support	La France s'oppose à l'amendement du Parlement et souhaite revenir au mandat du COREPER qui vise à ne pas rapporter deux fois les mêmes données dans une logique de réduction de la surcharge administrative
112	Article 3 paragraph 1 point 3 point c)	Not support	La France s'oppose à l'amendement du Parlement et souhaite revenir au mandat du COREPER qui vise à ne pas rapporter deux fois les mêmes données dans une logique de réduction de la surcharge administrative
113	Article 3 paragraph 1 point 3 point c)	Not support	La France souhaite conserver la proposition de la Commission d'avoir une moyenne de 3 ans car cela permet d'avoir une plus grande représentativité des émissions moyennes sur la période étudiée et de prendre en compte la variabilité interannuelle.
114	Article 3 paragraph 1 point 4	Choose an option ↓	
115	Article 3 paragraph 1 point 4	Choose an option ↓	
116	Article 3 paragraph 1 point 4 a new	Choose an option ↓	
117	Article 3 paragraph 1 point 5	Neutral	
118	Article 3 paragraph 1 point 5	Support	Proposition cohérente avec le mandat du COREPER
119	Article 3 paragraph 1 point 5	Choose an option ↓	
120	Article 3 paragraph 1 point 5	Support	
121	Article 3 paragraph 1 point 5	Partially support	La France considère comme recevables la publication par la Commission d'ici 2 ans d'un guide précisant les méthodes de surveillance des bisphénols. Cependant la France considère comme non recevable le pouvoir donné à la Commission pour inscrire les seuils par actes délégués.
122	Article 3 paragraph 1 point 5	Neutral	
123	Article 3 paragraph 1 point 6	Choose an option ↓	
124	Article 3 paragraph 1 point 6	Choose an option ↓	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
125	Article 3 paragraph 1 point 6	Partially support	La France soutiendra l'amendement n°125 qui prévoit un rapport sur la fiabilité de la nouvelle méthode de surveillance basée sur les effets, mais demande que l'adoption de de cette méthode fasse plutôt l'objet d'un acte d'exécution qui permettra une concertation avec les Etats membres.
126	Article 3 paragraph 1 point 7	Support	La France soutiendra les amendements n°85 et 87, qui introduisent un minimum de 5 substances à inscrire sur la liste de surveillance, et des indicateurs de pollution, définis sur la base du rapport scientifique produit par l'ECHA, ce qui permettra une surveillance renforcée des polluants émergeants.
127	Article 3 paragraph 1 point 7	Partially support	La France n'est pas opposée à demander à la Commission d'étudier la possibilité d'ajouter les sulfates, xanthates and non-relevant metabolites of pesticides (NrMs) à la liste de vigilance. Par contre la France considère comme non recevable le délai contraignant de 18 mois pour l'identification d'une méthode de surveillance des microplastiques. Les délais de développements de techniques de ce type de surveillance sont incertains et cette proposition n'est pas techniquement faisable.
128	Article 3 paragraph 1 point 7	Support	La France soutiendra les amendements n°85 et 87, qui introduisent un minimum de 5 substances à inscrire sur la liste de surveillance, et des indicateurs de pollution, définis sur la base du rapport scientifique produit par l'ECHA, ce qui permettra une surveillance renforcée des polluants émergeants.
129	Article 3 paragraph 1 point 7	Neutral	
130	Article 3 paragraph 1 point 7	Neutral	
131	Article 3 paragraph 1 point 7	Scrutiny reservation	
132	Article 3 paragraph 1 point 7 a)	Neutral	Les autorités françaises souhaitent que le cahier des charges de l'étude d'impact de la Commission sur la mise en place d'une responsabilité élargie des producteurs soit élaboré en accord avec les Etats Membres.
133	Article 3 paragraph 1 point 7 b)	Neutral	
134	Article 3 paragraph 1 point 8	Choose an option ↓	
135	Article 3 paragraph 1 point 8a new	Choose an option ↓	
136	Article 3 paragraph 1 point 8 b new	Choose an option ↓	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
137	Article 3 paragraph 1 point 8 c new	Choose an option ↓	
138	Article 3 paragraph 1 point 8 d new	Choose an option ↓	
Annexes			
139	Annex I paragraph 1 point 10 a new	Choose an option ↓	
140	Annex I paragraph 1 point 18	Choose an option ↓	
141	Annex II paragraph 1 point 1	Choose an option ↓	
142	Annex III	Not support	La mise en œuvre des standards de qualité pour les nouvelles substances listées dans l'annexe I de la directive fille eaux souterraines n'est pas faisable, dans ce délai, d'un point de vue opérationnel et technique, en particulier pour les PFAS.
143	Annex III	Choose an option ↓	
144	Annex III	Not support	la France souhaitera que l'amendements n°144 soit rejeté, puisque le durcissement des seuils des substances actives de pesticides (divisé par deux), et des métabolites de pesticides non pertinents (divisé par 10) n'est pas fondé scientifiquement.
145	Annex III	Not support	La France souhaite défendre le mandat proposé par le COREPER qui permet une harmonisation des valeurs seuils avec celles de la directive eau potable.
146	Annex III	Not support	La France considèrera comme non recevables les amendements n°146 qui divise par 10 les seuils de carbamazépine. Cette valeur n'ayant pas de fondement scientifique, elle considèrera l'amendement proposé par la Commission pour le seuil de carbamazépine comme un bon compromis.
147	Annex III	Not support	La France considèrera comme non recevables les amendements n°147 et souhaite défendre le mandat du COREPER. Le seuil proposé par le parlement n'a pas de fondement scientifique. De plus, la mesure de la somme des produits phytopharmaceutique pose de nombreuses questions d'ordre technique pour sa mise en œuvre.
148	Annex III	Not support	
149	Annex IV	Not support	La France s'oppose à cet amendement qui impose d'établir des normes de qualité environnementales pour l'annexe II B. La France souhaite rester sur la rédaction initialement proposée par la Commission
150	Annex V paragraph 1 point 2	Scrutiny reservation	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
151	Annex V paragraph 1 point 2	Scrutiny reservation	
152	Annex V paragraph 1 point 2	Not support	La France considère comme non recevable le pouvoir donné à la Commission pour inscrire les seuils par actes délégués et souhaite que ces seuils soient ajoutés dans le cadre de la procédure législative ordinaire.
153	Annex V paragraph 1 point 2	Not support	La France souhaite défendre le mandat proposé par le COREPER qui permet une harmonisation des valeurs seuils avec celles de la directive eau potable.
154	Annex V paragraph 1 point 2	Partially support	
155	Annex VI	Choose an option ↓	
156	Annex VI	Choose an option ↓	

Traduction de courtoisie de la note

Subject : Proposal for revision of the water package - Written comments from the French authorities on the water framework directive 2000/60/EC and its two daughters directives following the working party on environment of May 22, 2024

1. Cross-cutting issues

On the timetables and procedures for revising the list of substances: in line with COREPER's mandate, the French authorities **support Amendment No. 118 and the part of Amendment No. 97 that propose using the legislative procedure to amend substances listed in Annexes I to Directives 2006/118/EC and 2008/105/EC**. Regarding the second part of Amendment No. 97, which provides for the use of the power to adopt delegated acts conferred on the Commission to revise Annex IIB to Directive 2006/118/EC, they are open to negotiations and will pay particular attention to involving Member States in the process.

On transposition deadlines: the French authorities are **firmly opposed to reducing the transposition deadline to 6 months for new substances listed** in Annex I proposed by Amendment No. 142. This deadline is not feasible from an operational and technical point of view, particularly concerning PFAS. They wish to return to the wording validated by COREPER.

With regard to the amendments concerning the introduction of an extended producer responsibility mechanism (amendments 51, 53, 94, 95, 132 and 133), the French authorities have not yet taken a position on the appropriateness of this mechanism. As part of the negotiations, we are asking that the Member States be involved in drawing up the terms of reference for the Commission's impact study and that a detailed study be made of the impact of the introduction of this system, particularly in financial terms, for the companies concerned. This is to ensure that the subsequent legislative proposal for the possible introduction of such a mechanism is made in full knowledge of the facts, on the basis of solid economic and financial data and shared observations between the Member States. In this context, particular attention should be paid to the practical arrangements for implementing this mechanism, with a view to limiting its complexity and avoiding an excessive administrative burden for the authorities concerned.

2. Article 1: Directive 2000/60/EC (WFD) and its annexes

On monitoring and reporting: the French authorities reiterate their **opposition to annual reporting of data**, including monitoring data, as proposed by amendment No. 66. They reiterate that they had initially opposed a modification of this provision, and wish to return to the compromise validated by COREPER, namely the provision of making available monitoring data every 3 years.

With the aim of reducing the administrative burden related to reporting, and in a logic of simplification, they also **firmly oppose amendments Nos. 74 and 76 which reintroduce interim reporting of the programmes of measures, and wish to return to the initial proposal** of the Commission supported by COREPER which removes this reporting.

3. Common subjects to Articles 2 (Directive 2006/118/EC) and 3 (Directive 2008/105/EC)

On the watch list: the French authorities **support amendments No. 85, 87, 126 and 128, which introduce a minimum of 5 substances to be included in the watch list, and pollution indicators**, defined on the basis of the scientific report produced by ECHA, which will allow for enhanced monitoring of emerging pollutants.

The French authorities **consider the introduction of a binding deadline of 18 months for the identification of a method for monitoring microplastics proposed by amendments No. 86 and 127 to be inadmissible**, due to the time required to develop such techniques. **They also oppose**

amendments 90 and 130, considering that such an assessment of the impact of industrial activities linked to the ecological transition on water quality is more of a subject to be dealt with by the Commission at Union level.

On PFAS: on amendments 101 and 120, the French authorities support the publication by the Commission of the technical guide to accompany the analysis of the total PFAS parameter. **However, they oppose the power given to the Commission to adopt the threshold values for this parameter by delegated acts proposed by amendments 145 and 153, and propose to stick to the wording validated by COREPER.**

4. Article 2: Directive 2006/118/EC (groundwater) and its annexes

Generally speaking : the French authorities **consider all amendments aimed at introducing criteria for good ecological status of groundwater (amendments no. 80 and 92) to be inadmissible.** Scientific and technical knowledge is still largely insufficient, and this subject must be the subject of research and development for several years.

The French authorities **are opposed to amendment no. 81 proposing to set the EQS of substances in groundwater at values 10 times lower than those of surface water.** Indeed, certain environmental quality standards for surface water are already very low and close to the limit of quantification; monitoring at threshold values 10 times lower than these is not technically feasible for many substances.

On pharmaceutical products: the French authorities consider **amendments Nos. 146 and 147, which divide by 10 the thresholds proposed by the Commission for carbamazepine and the total of pharmaceutical products in Annex I, to be inadmissible.** Since these values have no scientific basis, they propose returning to the wording proposed by the Commission, which constitutes an acceptable compromise.

On pesticides: the French authorities also want **amendments 144 and 148 to be rejected, since the tightening of the thresholds proposed by the Commission for pesticide active substances (halved) and irrelevant pesticide metabolites are not scientifically based.**

5. Article 3 (Directive 2008/105/EC) and its annexes

On pharmaceutical products: the French authorities support **better consideration of pharmaceutical substances in the assessment of the chemical status of surface waters.** They are therefore open to discussions on amendment 154.

On pollutants specific to a river basin: the French authorities **partially support amendment 121, which provides for the publication by the Commission within 2 years of a guide specifying the methods for monitoring bisphenols.** However, they consider **the power given to the Commission to enter the thresholds by delegated acts proposed in the second part of amendment 121 and in amendment 152 to be unacceptable.**

On effects-based monitoring: the French authorities **partially support amendment no. 125, which provides for a report on the reliability of the new effects-based monitoring method,** but request that the adoption of this method should instead be the subject of an **implementing act** that will allow consultation with the Member States.

Annexe : tableau détaillant la position de la France par amendement

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
1	Recital -1 new	Neutral	
2	Recital -1a new	Neutral	
3	Recital 1	Neutral	
4	Recital 1a new	Neutral	
5	Recital 1b new	Neutral	
6	Recital 1c new	Neutral	
7	Recital 1d new	Neutral	
8	Recital 1e new	Neutral	
9	Recital 1d new	Neutral	
10	Recital 1g new	Neutral	
11	Recital 1h new	Not support	
12	Recital 1i new	Neutral	
13	Recital 1j new	Not support	
14	Recital 1k new	Not support	
15	Recital 2a new	Not support	
16	Recital 3a new	Neutral	
17	Recital 3b new	Neutral	
18	Recital 4	Not support	France opposes this amendment which requires the establishment of environmental quality standards for Annex II B. France wishes to stick to the wording initially proposed by the Commission.
19	Recital 4a	Support	France will question Amendment No. 19, which explicitly indicates in the directive the 20-year period within which priority hazardous substances must no longer be emitted. Considering that this is a drafting clarification aimed at removing any numerical expiry date, it will consider this amendment admissible.
20	Recital 5	Neutral	
21	Recital 7	Neutral	
22	Recital 7a new	Support	
23	Recital 7b new	Neutral	
24	Recital 8	Not support	
25	Recital 8a new	Scrutiny reservation	
26	Recital 8b new	Scrutiny reservation	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
27	Recital 8c new	Scrutiny reservation	
28	Recital 8d new	Scrutiny reservation	
29	Recital 8d new	Partially support	France can accept this amendment in part provided that the statement "In line with advice from EMA, as a result of this vulnerability, the threshold values applicable to groundwater should normally be 10 times lower than the corresponding threshold values for surface waters." is deleted. Indeed, some EQS are already very low and close to the limit of quantification. Monitoring at threshold values 10 times lower than these EQS is not technically possible in principle. In addition, the assessment will depend on each substance, and current knowledge does not guarantee that a substance-by-substance exemption will be possible. It will propose that these considerations be referred to a technical guide
30	Recital 9a new	Neutral	
31	Recital 10	Neutral	
32	Recital 10a new	Neutral	
33	Recital 10b new	Support	
34	Recital 10c new	Neutral	
35	Recital 11	Partially support	
36	Recital 11a new	Neutral	
37	Recital 12	Neutral	
38	Recital 12a new	Support	
39	Recital 13a new	Not support	
40	Recital 13b new	Neutral	
41	Recital 15	Not support	France opposes this amendment which requires the establishment of environmental quality standards for Annex II B. France wishes to stick to the wording initially proposed by the Commission.
42	Recital 20a new	Scrutiny reservation	
43	Recital 21	Neutral	
44	Recital 23	Not support	France opposes the Parliament's amendment and wishes to return to the COREPER mandate, which aims to avoid reporting the same data twice in order to reduce the administrative burden.
45	Recital 31	Neutral	
46	Recital 31new	Not support	France opposes this amendment because of the workload it would entail for Member States, while this is an issue that should be taken up at European level. France could support the amendment only if this

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
			assessment were carried out by the European Commission.
47	Recital 31b new	Scrutiny reservation	
48	Recital 31c new	Scrutiny reservation	
49	Recital 32	Neutral	
50	Recital 32a new	Support	
51	Recital 32b new	Partially support	France considers that this amendment is interesting and admissible but would like the conditions for setting up a joint monitoring mechanism to be clarified, in particular with regard to its financing arrangements.
52	Recital 32c new	Partially support	France considers the establishment of a joint monitoring mechanism interesting, but wishes to clarify its financing arrangements
53	Recital 32d new	Neutral	
54	Recital 34a new	Neutral	
55	Recital 34b new	Neutral	
Directive 2000/60/EC			
56	Article 1 paragraph 1 point 1 introductory part	Neutral	
57	Article 1 paragraph 1 point 2 point c	Support	
58	Article 1 paragraph 1 point 2 d)	Support	
59	Article 1 paragraph 1 point 2 d) a) new	Support	
60	Article 1 paragraph 1 point 2 d) b) new	Neutral	
61	Article 1 paragraph 1 point 3	Neutral	
62	Article 1 paragraph 1 point 4 point 1	Support	
63	Article 1 paragraph 1 point 4 point ba	Scrutiny reservation	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
64	Article 1 paragraph 1 point 6 point a	Not support	France wishes to keep the wording of the COREPER mandate for this article, in particular on the use of implementing acts and not delegated acts.
65	Article 1 paragraph 1 point 6 point a) a) new	Scrutiny reservation	The French authorities reiterate their reservations, in the absence of precision as to the functioning and financing of such a system
66	Article 1 paragraph 1 point 6 b)	Not support	France reiterates its opposition to the annual reporting of raw data and wishes to return to the compromise found in the COREPER mandate, i.e. reporting of raw data every 3 years
67	Article 1 paragraph 1 point 7 a new	Support	France supports prioritizing measures to reduce pollution at source
68	Article 1 paragraph 1 point 7 b) new	Support	
69	Article 1 paragraph 1 point 8 a new	Support	
70	Article 1 paragraph 1 point 9	Support	
71	Article 1 paragraph 1 point 9	Not support	France will request a return to the wording validated by COREPER (3 months) which offers more guarantees of feasibility.
72	Article 1 paragraph 1 point 9 a	Neutral	
73	Article 1 paragraph 1 point 9 a new	Neutral	
74	Article 1 paragraph 1 point 10	Not support	With the aim of reducing the administrative burden related to reporting, France opposes the amendments that reintroduce interim reporting of the programme of measures, and would like to return to the wording validated by COREPER and present in the Commission's initial proposal.
75	Article 1 paragraph 1 point 10 a new	Not support	With the aim of reducing the administrative burden related to reporting, France opposes the amendments that reintroduce interim reporting of the programme of measures, and would like to return to the wording validated by COREPER and present in the Commission's initial proposal.
76	Article 1 paragraph 1 point 12 point b	Not support	With the aim of reducing the administrative burden related to reporting, France opposes the amendments that reintroduce interim reporting of the programme of measures, and would like to return to the wording validated by COREPER and present in the Commission's initial proposal.

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
77	Article 1 paragraph 1 point 18a new	Neutral	
78	Article 1 paragraph 1 point 20	Neutral	
Directive 2006/118/EC			
79	Article 2 paragraph 1 point 2	Support	
80	Article 2 paragraph 1 point 2	Not support	not scientifically mature, should rather be the subject of scientific research
81	Article 2 paragraph 1 point 4 point a) a) new	Not support	France will consider amendment No. 81 proposing to set the EQS of substances in groundwater at values 10 times lower than those of surface water as inadmissible, because some EQS are already very low and close to the limit of quantification. Monitoring at threshold values 10 times lower than these EQS in principle is not technically possible. In addition, the assessment will depend on each substance, and current knowledge does not guarantee that a substance-by-substance exemption will be possible. It will propose that these considerations be referred to a technical guide
82	Article 2 paragraph 1 point 4 point c)	Choose an option ↓	
83	Article 2 paragraph 1 point 4 point d)	Choose an option ↓	
84	Article 2 paragraph 1 point 4 a new	Choose an option ↓	
85	Article 2 paragraph 1 point 6	Support	France will support amendments 85 and 87, which introduce a minimum of 5 substances to be included in the monitoring list, and pollution indicators, defined on the basis of the scientific report produced by ECHA, which will allow for enhanced monitoring of emerging pollutants.
86	Article 2 paragraph 1 point 6	Partially support	France will also consider as inadmissible the parts of amendment 86 that introduce a binding deadline of 18 months for the identification of a method for monitoring microplastics, due to the time needed to develop such techniques. However, it is not opposed to considering sulphates in the monitoring list
87	Article 2 paragraph 1 point 6	Support	France will support amendments 85 and 87, which introduce a minimum of 5 substances to be included in the monitoring list, and pollution indicators, defined on the basis of the scientific report produced by

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
			ECHA, which will allow for enhanced monitoring of emerging pollutants.
88	Article 2 paragraph 1 point 6	Neutral	
89	Article 2 paragraph 1 point 6	Support	France finds this amendment interesting for a more dynamic update of the watch list. In particular in the case of emerging pollutants, as is the case for PFAS for example.
90	Article 2 paragraph 1 point 6	Not support	France opposes this amendment because of the workload that it would imply for the Member States while this is an issue that should be brought to the European level. France could support the amendment only if this assessment were carried out by the European Commission.
91	Article 2 paragraph 1 point 6	Neutral	
92	Article 2 paragraph 1 point 6 a new	Not support	not scientifically mature, should rather be the subject of scientific research
93	Article 2 paragraph 1 point 6 b) new	Not support	not scientifically mature, should rather be the subject of scientific research
94	Article 2 paragraph 1 point 6 c) new	Neutral	
95	Article 2 paragraph 1 point 6 d) new	Neutral	
96	Article 2 paragraph 1 point 7	Neutral	
97	Article 2 paragraph 1 point 7	Partially support	France will support the part of the amendment proposing the use of the legislative procedure for the modification of substances listed in Annexes I to Directives 2006/118/EC and 2008/105/EC, which is consistent with the mandate of COREPER. It is open to negotiations concerning the use of the power to adopt delegated acts conferred on the Commission in Annex IIB to Directive 2006/118/EC, as proposed by Amendment No. 97.
98	Article 2 paragraph 1 point 7	Support	
99	Article 2 paragraph 1 point 7	Choose an option ↓	
100	Article 2 paragraph 1 point 7	Choose an option ↓	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
101	Article 2 paragraph 1 point 7	Support	
102	Article 2 paragraph 1 point 7	Choose an option ↓	
103	Article 2 paragraph 1 point 8	Neutral	
104	Article 2 paragraph 1 point 8	Neutral	
105	Article 2 paragraph 1 point 8	Support	
106	Article 2 paragraph 1 point 8	Choose an option ↓	
107	Article 2 paragraph 1 point 14	Choose an option ↓	
Directive 2008/105/EC			
108	Article 3 paragraph 1 point 1a new	Neutral	
109	Article 3 paragraph 1 point 3 point a	Not support	France opposes the Parliament's amendment and wishes to return to the COREPER mandate, which aims to avoid reporting the same data twice in order to reduce the administrative burden
110	Article 3 paragraph 1 point 3 point a	Scrutiny reservation	
111	Article 3 paragraph 1 point 3 point a	Not support	France opposes the Parliament's amendment and wishes to return to the COREPER mandate, which aims to avoid reporting the same data twice in order to reduce the administrative burden
112	Article 3 paragraph 1 point 3 point c)	Not support	France opposes the Parliament's amendment and wishes to return to the COREPER mandate, which aims to avoid reporting the same data twice in order to reduce the administrative burden
113	Article 3 paragraph 1 point 3 point c)	Not support	France wishes to retain the Commission's proposal to have a 3-year average, as this allows for greater representativeness of average emissions over the period studied and to take into account interannual variability.
114	Article 3 paragraph 1 point 4	Choose an option ↓	
115	Article 3 paragraph 1 point 4	Choose an option ↓	
116	Article 3 paragraph 1	Choose an option ↓	

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
	point 4 a new		
117	Article 3 paragraph 1 point 5	Neutral	
118	Article 3 paragraph 1 point 5	Support	Proposal consistent with the COREPER mandate
119	Article 3 paragraph 1 point 5	Choose an option ↓	
120	Article 3 paragraph 1 point 5	Support	
121	Article 3 paragraph 1 point 5	Partially support	France considers that the publication by the Commission within 2 years of a guide specifying the methods for monitoring bisphenols is admissible. However, France considers that the power given to the Commission to enter thresholds by delegated acts is not admissible.
122	Article 3 paragraph 1 point 5	Neutral	
123	Article 3 paragraph 1 point 6	Choose an option ↓	
124	Article 3 paragraph 1 point 6	Choose an option ↓	
125	Article 3 paragraph 1 point 6	Partially support	France will support amendment No. 125, which provides for a report on the reliability of the new monitoring method based on effects, but requests that the adoption of this method be the subject of an implementing act that will allow for consultation with the Member States.
126	Article 3 paragraph 1 point 7	Support	France will support amendments Nos. 85 and 87, which introduce a minimum of 5 substances to be included in the monitoring list, and pollution indicators, defined on the basis of the scientific report produced by ECHA, which will allow for enhanced monitoring of emerging pollutants.
127	Article 3 paragraph 1 point 7	Partially support	France is not opposed to asking the Commission to study the possibility of adding sulfates, xanthates and non-relevant metabolites of pesticides (NrMs) to the monitoring list. However, France considers the restrictive deadline of 18 months for the identification of a method for monitoring microplastics to be unacceptable. The timeframes for developing techniques for this type of monitoring are uncertain and this proposal is not technically feasible.
128	Article 3 paragraph 1 point 7	Support	France will support amendments No. 85 and 87, which introduce a minimum of 5 substances to be included on the monitoring list, and pollution indicators, defined on the basis of the scientific report produced by ECHA, which will allow for enhanced monitoring of emerging pollutants.

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
129	Article 3 paragraph 1 point 7	Neutral	
130	Article 3 paragraph 1 point 7	Neutral	
131	Article 3 paragraph 1 point 7	Scrutiny reservation	
132	Article 3 paragraph 1 point 7 a)	Neutral	
133	Article 3 paragraph 1 point 7 b)	Neutral	
134	Article 3 paragraph 1 point 8	Choose an option ↓	
135	Article 3 paragraph 1 point 8a new	Choose an option ↓	
136	Article 3 paragraph 1 point 8 b new	Choose an option ↓	
137	Article 3 paragraph 1 point 8 c new	Choose an option ↓	
138	Article 3 paragraph 1 point 8 d new	Choose an option ↓	
Annexes			
139	Annex I paragraph 1 point 10 a new	Choose an option ↓	
140	Annex I paragraph 1 point 18	Choose an option ↓	
141	Annex II paragraph 1 point 1	Choose an option ↓	
142	Annex III	Not support	The implementation of quality standards for new substances listed in Annex I of the Groundwater Daughter Directive is not feasible, within this timeframe, from an operational and technical point of view, in particular for PFAS.
143	Annex III	Choose an option ↓	
144	Annex III	Not support	France would like amendment No. 144 to be rejected, since the tightening of the thresholds for pesticide active substances (halved) and for non-relevant

EP amendment	Reference in the text	MS position	MS comment
			pesticide metabolites (divided by 10) is not scientifically based.
145	Annex III	Not support	France would like to defend the mandate proposed by COREPER, which allows for the harmonization of threshold values with those of the Drinking Water Directive.
146	Annex III	Not support	France will consider amendment No. 146, which divides the carbamazepine thresholds by 10, to be inadmissible. Since this value has no scientific basis, it will consider the amendment proposed by the Commission for the carbamazepine threshold to be a good compromise.
147	Annex III	Not support	France will consider amendments no. 147 as inadmissible and wishes to defend the mandate of COREPER. The threshold proposed by Parliament has no scientific basis. Furthermore, measuring the sum of phytopharmaceutical products raises many technical questions for its implementation.
148	Annex III	Not support	
149	Annex IV	Not support	France opposes this amendment which requires the establishment of environmental quality standards for Annex II B. France wishes to stick to the wording initially proposed by the Commission.
150	Annex V paragraph 1 point 2	Scrutiny reservation	
151	Annex V paragraph 1 point 2	Scrutiny reservation	
152	Annex V paragraph 1 point 2	Not support	France considers the power given to the Commission to include thresholds by delegated acts to be inadmissible and wishes these thresholds to be added under the ordinary legislative procedure.
153	Annex V paragraph 1 point 2	Not support	France wishes to defend the mandate proposed by COREPER which allows for the harmonisation of threshold values with those of the drinking water directive.
154	Annex V paragraph 1 point 2	Partially support	
155	Annex VI	Choose an option ↓	
156	Annex VI	Choose an option ↓	